



Les enseignants syndiqués, SNUDI-FO 77, SNALC, en réunions d'informations syndicales à Melun ce mercredi 13 novembre, ont pris connaissance des mesures du gouvernement et du ministre Karsbarian dans le cadre du projet de budget.

- **Suppression de 4 000 postes dans l'enseignement**
- **Extension des jours de carence en cas de maladie**
- **Baisse de 10 % du salaire pendant les trois premiers mois d'arrêt de travail**
- **Diminution du remboursement des consultations médicales**
- **Suppression d'un deuxième jour férié, non payé, au nom de la solidarité**
- **Augmentation des taxes sur l'électricité**
- **Aucune augmentation de salaire pour les fonctionnaires**
- **Liquidation du statut de la fonction publique, licenciement pour « insuffisance professionnelle » et mise en place du « salaire au mérite »**

Par ailleurs nous dénonçons l'aggravation de l'autoritarisme de l'administration, notamment par des convocations sur la manière de servir.

L'assemblée considère que l'heure est à la question de la grève dans l'unité syndicale du public et du privé, pour :

- **Le maintien des 4 000 postes d'enseignants supprimés dans le projet de budget et une campagne de recrutement massive**
- **La suppression de tous les jours de carence en cas de maladie**
- **Le maintien de la totalité du salaire pendant les trois premiers mois d'arrêt de travail**
- **Le maintien du remboursement des consultations médicales à son niveau actuel**
- **Le maintien des jours fériés et la suppression de la journée dite de solidarité, qui n'est que du travail gratuit**
- **La baisse des taxes sur l'électricité**
- **L'augmentation générale des salaires des fonctionnaires et de l'ensemble des agents qui travaillent dans la fonction publique, par l'augmentation du point d'indice à hauteur des pertes subies depuis 2000**
- **Le maintien du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers ; non au salaire au mérite, non aux licenciements !**
- **l'arrêt du pilotage/pilonnage par objectifs de résultats**
- **L'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites**

Il y a urgence à bloquer cette politique de reculs sociaux, de destruction des droits et des services publics, mise en œuvre par un gouvernement sans légitimité démocratique.

Bérénice Ferran – Sébastien Girard – Véronique Girard – Henria Prifugard – Christelle Gille – Nicolas Morin – Fabienne Damarius – Sandrine Fauvel – Thérèse Makindu – Justine Liberge – Pauline Coléno – Laura Spagnulo – Philippe Vicquery – Christine Jauvain – Coralie Gaillot – Solène Le Guyader – Zitoumbi Kabou Noura – Fabienne Mastou – Anne Agnès – Dalila Gameiro – Fatima Hamouche – Fabienne Lecornu – Caroline Lambert – Rose Marie Nieddu – Karim Benatti – Romain Mahler – Laurence Delaportas